

Section 1 : Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est 228 rue Garibaldi 69446 Lyon

Type de Numéro national d'identification : SIRET

N° National d'identification : 13000173800017

Ville : Lyon

Code Postal : 69446

Groupement de commandes : Non

Section 2 : Communication

Lien vers le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Identifiant interne de la consultation : Dirce-poa-2024-rn481-piquepierre

Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : BORDE Baptiste

Adresse mail du contact : Baptiste.borde@developpement-durable.gouv.fr

Numéro de téléphone du contact : +33 762524659

Section 3 : Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve : Les documents et renseignements mentionnés aux articles R 2143-3 et R 2142-1 à 14 CCP, à cet effet le candidat utilisera les formulaires DC1, DC2 et DC4 téléchargeables sur le site <http://www.economie.gouv.fr> (DAJ / Formulaires - Marchés publics).

La forme juridique du candidat.

En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire.

Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché.

Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus.

Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP pourront être exclu.

Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve : Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles.

Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve : Expérience : La présentation d'une liste

des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

Capacités professionnelles : L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du marché. La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

Capacités techniques : Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années. Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public. Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

Technique d'achat : Sans objet

Date et heure limite de réception des plis : 05 juillet 2024 à 12 h 00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

L'acheteur exige la présentation de variantes : Non

Critères d'attribution : Critère 1 : Prix (60 %) ;

Critère 2 : Valeur technique (30 %) analysée sur la base :

du mémoire technique (60 %) ;

du SOPAQ (10 %) ;

du planning (20 %) ;

de la note hygiène et sécurité (10%).

Critère 3 : Performance en matière de protection de l'environnement (10 %), analysée sur la base :

du SOPRE hors SOGED (60 %) ;

du SOGED (40 %).

Section 4 : Identification du marché

Intitulé du marché : RN481 - Réparation du pont de Piquepierre

Code CPV principal

Descripteur principal : 45221119

Type de marché : Travaux

Description succincte du marché : Le pont de Piquepierre est un pont mixte permettant le franchissement d'une bretelle d'entrée sur la RN481, une piste cyclable et des voies SNCF par la RN 481, sur la commune de Saint Martin le Vinoux (38). La circulation sur la RN481 est d'environ 19000 véhicules / jours.

Les travaux concernent notamment :

Traitement des arrivées d'eau (origine des désordres) :

o Reprise de la chape d'étanchéité avec relevés latéraux le long des corniches, pontage des fissures transversales du tablier,

o Mise en place d'une couche de roulement,

o Mise en place de joints de chaussée sur toute la largeur du tablier y compris au droit des corniches,

o Reprise des dalles en TPC et des relevés béton en bordure de chaussée, permettant d'éliminer les problèmes

d'étanchéité des rives des tabliers, mise en place de profilés gouttes d'eau,
o Mise en place de gargouilles et évacuation des eaux de ruissellement afin de limiter le volume d'eau ruisselant sur la chaussée,
o Réparation des descentes d'eau (fuites au droit des coudes et raccords),
Traitement des dégradations :
o Reprise de la protection anti-corrosion avec sablage d'une partie de la structure métallique,
o Renforcement des poutres de rives du tablier A (P1A, P2A, P3A, P7A et P14A) et des entretoises d'about,
o Réparation des bétons dégradés des culées, des piles, corniches et des murs,
o Réparation des béton dégradés des encorbellements au droit du TPC,
o Changement ou suppression des garde-corps (corrosion + hauteur insuffisante),
o Changement des dispositifs de retenue (corrosion + non-conforme),
o Vérinage,
o Changement de l'ensemble des appareils d'appuis sur pile et sur culées. Mise en place d'appareils d'appuis en néoprènes frettés avec bossage inférieur en conservant le fonctionnement actuel du tablier (blocage sur pile, libre sur culée),
o Protection des corniches.

Lieu principal d'exécution du marché : Saint Martin Le Vinoux (38)

Durée du marché (en mois) : 12

La consultation comporte des tranches : Non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloti : Non

Section 6 : Informations Complémentaires

Visite obligatoire : Non

Autres informations complémentaires : Les candidatures qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2144-1 à R.2144- 7 du CCP sont éliminées par le RMO.

Le marché ne s'inscrit pas dans un projet/programme financé par des fonds communautaires.

Le marché comprends une Prestation Supplémentaire Eventuelle (PSE) : Réalisation des travaux de reprise de la protection anti-corrosion et de renforcement de certaines poutres de la travée située au dessus des voies du réseau ferré.

Le marché comporte des délais partiels.

Le RMO prévoit une négociation des offres. Toutefois, il se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Personnes autorisées à assister à l'ouverture des offres : Non

L'ouverture des plis n'est pas publique.

L'heure de remise des candidatures et des offres est l'heure locale de l'adresse du pouvoir adjudicateur.

Si plusieurs offres électroniques sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, l'offre rejetée est effacée des fichiers du pouvoir adjudicateur sans avoir été lue. Le candidat en est informé.

La copie de sauvegarde, prévue à l'article R.2132-11 du CCP, doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible "copie de sauvegarde" ;

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte. Si cette dernière comportait elle aussi un programme informatique malveillant, les candidatures ou les offres seront réputées n'avoir jamais été reçues ;

Les offres seront transmises obligatoirement par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence publique "dirce-poa-2024-rn481-piquepierre", le seront suivant les modalités précisées dans le règlement de la consultation.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R.2122-7 du CCP.

Financement : 100% Etat

Avance 15%

Prix révisables

Délai global de paiement : 30jours

Délai de validité des offres : 180jours à compter de la date de remise des offres

Clauses environnementales

Clause sociale

Date d'envoi du présent avis : 22/05/2024

Mots clés: Génie civil